

## ▶ Joël Moret-Bailly

### Professeur de droit privé et sciences criminelles

Faculté de droit

2 rue Tréfilerie

Université Jean Monnet de Saint Etienne

42023 Saint Etienne Cedex 2

Téléphone : 04 77 42 19 72

Adresse de messagerie : [j.moret.bailly@univ-st-etienne.fr](mailto:j.moret.bailly@univ-st-etienne.fr)

Site Web : <https://sites.google.com/site/joelmoretbailly/home>

#### Cursus

- ▶ Depuis sept 2018 : Référent déontologue du CNRS (Délégation administrative)
- ▶ Sept. 2017- août 2018 : Préfigurateur de la fonction de Référent déontologue du CNRS (Délégation administrative)
- ▶ Depuis 2011 : Professeur de droit privé et sciences criminelles à l'Université Jean Monnet de Saint Étienne
- ▶ 2012-2014 : Délégation au CNRS ; CEntre de Recherches CRItiques sur le Droit (CERCRID-UMR CNRS 5137) ; Thème : les conflits d'intérêts en droit interne et en droit comparé
- ▶ 2010 : Second concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en droit privé et sciences criminelles
- ▶ 2006 et 2007: Qualification à l'exercice des fonctions de Professeur par le Conseil National des Universités
- ▶ 2005 : Habilitation à diriger des recherches
- ▶ 1998-2011 : Maître de conférences en droit privé droit privé et sciences criminelles à l'Université Jean Monnet de Saint Étienne
- ▶ 1997-1998 : Chargé de mission auprès du Conseil général du Rhône : formation du personnel (responsabilité, secret professionnel, informatique et libertés...)
- ▶ 1996 : Doctorat de droit privé (nouveau régime), mention très honorable avec félicitations du jury et autorisation de publication
- ▶ 1995-1997 : A.T.E.R. à l'Université Jean Monnet de St Étienne
- ▶ 1993-1995 : Moniteur d'enseignement supérieur à l'Université Jean Monnet de St Étienne
- ▶ 1992-1993 : Allocataire de recherches à l'Université Jean Monnet de St Étienne. Vacataire d'enseignement à l'Université Lyon III
- ▶ 1992 : Diplôme d'Études Approfondies de droit des contentieux, Université Jean Monnet de St Étienne, mention Bien, major
- ▶ 1990-1992 : Vacataire d'enseignement à l'Université Lyon III
- ▶ 1990 : Diplôme d'Études Approfondies de droit pénal et de sciences criminelles, Université Lyon III, mention Bien, major

## Enseignements

### Droit civil

- 2010-2012, et 2014-2017 : Cours d'introduction au droit, 1<sup>ère</sup> année Licence Droit, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2009-2010 : Cours d'introduction au droit, 1<sup>ère</sup> année Sciences économiques, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2007-2010 : Cours « Personne humaine et contrats », Mastère 2 Recherche Droit des contrats publics et privés, Université d'Avignon
- 1998-2000 : Cours d'introduction au droit, 1<sup>ère</sup> année A.E.S., Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 1998-2000 : Cours d'introduction au droit, 1<sup>ère</sup> année L.E.A., Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 1996-1997 : Travaux dirigés de droit civil, droit des obligations
- 1993-1997 : Travaux dirigés de droit civil, introduction au droit, droit de la famille

### Droit pénal

- Depuis 2014 : Cours de droit de la répression et des libertés, Master 1 Droit économique, Sciences Po Paris
- 2004-2016 : Cours de droit répressif des produits de santé, Mastère 2 Professionnel Droit des affaires appliqué aux industries de santé, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2002-2012 : Cours de sociologie criminelle, Mastère 1 Justice Procès Procédures, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2002-2010 : Cours de droit pénal des affaires, maîtrise de droit des affaires, puis Mastère 1 droit de l'entreprise, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2001-2005 : Cours de préparation à l'épreuve de droit pénal du C.R.F.P.A. (droit pénal général et spécial), I.E.J. de Saint Etienne
- 1998-2004 : Cours de droit pénal général, 2<sup>ème</sup> année de droit, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 1999-2000 : Cours de procédure pénale, licence de droit, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 1995-1997 : Travaux dirigés de droit pénal spécial, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 1990-1992 : Travaux dirigés de droit pénal général, Université Lyon III

### Théorie, philosophie et sociologie du droit

- Depuis 2016 : Cours de Théorie et pratique de l'argumentation juridique, Mastère 2 Justice, Procès Procédures, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2016-2017 : Cours de Méthodologie de la recherche, Mastère 2 Justice, Procès Procédures, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2016-2017 : Cours d'introduction à la sociologie, 1<sup>ère</sup> année Licence Droit, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2004-2015 : Cours de théorie et sociologie du droit, Mastère 2 Recherche Droit et Justice, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2010-2012, et depuis 2014 : Cours de philosophie du droit, cours commun aux différents Mastère 1, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- Depuis 1999 : Séminaire de méthodes et pratiques de recherches, D.E.A. de Droit des contentieux, puis Mastère 2 Recherche Droit et Justice, Université Jean Monnet de Saint-Étienne

### Droit de la santé et autres

- 2016-2017, Direction et animation du module *Compliance/conformité*, Mastère 2 Professionnel Droit des affaires appliqué aux industries de santé, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2004-2015 : Cours « Éthique, déontologie et produits de santé, Mastère 2 Professionnel Droit des affaires appliqué aux industries de santé, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 1998-2011 : Cours de droit de la santé, maîtrise, puis Mastère 1 A.E.S., Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 2004-2010 : Cours de droit de la santé (responsabilité), Mastère 2 Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises et des organisations (C.A.A.E.), domaine sanitaire et social, Université Jean Monnet de Saint-Étienne
- 1997-2002 : Cours de préparation à l'épreuve de note de synthèse du concours d'entrée au Centre régional de formation professionnelle du notariat de la région Rhône-Alpes
- 1995-1997 : Cours de droit des professions de santé, D.E.A. de droit de la santé de l'Université Jean Moulin Lyon III
- 1993-1997 : Cours de préparation à l'épreuve de note de synthèse, I.E.J. de Saint-Étienne
- Interventions ponctuelles en Mastères 2 et écoles doctorales, et écoles professionnelles, Universités d'Avignon, Lyon 1, Lyon 3, Paris V, Paris X, Paris XII, Tunis, École Nationale de la Magistrature, École des Hautes études en santé publique (EHESP Rennes)

### Responsabilités administratives

#### Actuelles

##### Locales

- Depuis 2012 : Membre du Conseil de la Faculté de droit, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- Depuis 2011 : Directeur du Mastère 2 Droit et Justice, puis mention Justice, procès, procédures, Université Jean Monnet de Saint Etienne

##### Nationales

- Depuis septembre 2018 : Référent déontologue du CNRS ; Référent lanceurs d'alertes
- Depuis 2015 : Membre du Conseil d'administration de l'Association française de droit de la santé

#### Passées

##### Locales

- 2012-2016 : Président de la section de droit privé de la Faculté de droit, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2013-2016 : Président de la Commission locale de recrutement de droit privé de la Faculté de droit, Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2015 : Président du jury de l'examen de d'entrée au Centre de Régional de Formation Professionnelle des Avocats (C.R.F.P.A.)
- 2015 : Président de comités de sélection, Université de Saint Etienne, (section 01)
- 2014 : Vice-président du jury de l'examen de d'entrée au Centre de Régional de

Formation Professionnelle des Avocats (C.R.F.P.A.)

- 2010-2014 : Membre du Conseil de laboratoire du Centre de Recherches CRITiques sur le Droit (CERCRID-UMR CNRS 5137)
- 2010-2014 : Membre de comités de sélection (PR et MCF), Université de Saint Etienne, Université Rennes 1 (section 01)
- 2010-2013 : Membre de la Commission locale de recrutement de droit privé de la Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2007-2008 : Préparation de la création du Certificat informatique et internet (C2i) niveau 2 « Métiers du droit », Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2006-2008 : Responsable TICE (Techniques de l'information et de la communication appliquées à l'enseignement), Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint Etienne
- 2003-2007 : Membre de la Commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) Rhône-Alpes
- 2003-2004 : Membre de la Commission de spécialistes de droit public, Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint Étienne
- 2002-2006 : Membre du Conseil d'administration de l'Université Jean Monnet de Saint Étienne ; Membre de la section disciplinaire
- 2001-2006 : Membre de la Commission de spécialistes de droit privé (titulaire puis suppléant), Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint Étienne ; Membre du bureau (2002-2003)
- 2000-2006 : Chargé de mission sur l'informatique documentaire (relations avec l'Université et la bibliothèque universitaire), Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne

Nationales

- Sept. 2017 – août 2018 : Préfigurateur de la fonction de Référent déontologue du CNRS
- 2016-2017 : Membre du Comité d'éthique de l'Agence Nationale du Développement Professionnel Continu (ANDPC)
- 2015-2017 : Membre du Conseil d'administration et trésorier de l'Association française de droit de la santé
- 2012-2016 : Membre du conseil scientifique de la Mission de recherche Droit & Justice - Ministère de la Justice et des Libertés
- 2008-2016 : Membre du Conseil de Groupement du Groupement de Recherche Droit Sciences et Techniques (GDR-CNRS) ; Ancien membre du comité de pilotage du Réseau Droit Sciences et Techniques (RDST) (depuis 2005)
- 2010-2015 : Membre suppléant de la Commission nationale des accidents médicaux
- 2007-2013 : Membre du groupe « Déontologie et indépendance de l'expertise » de la Haute Autorité de Santé (organisation normative et examen de situations individuelles relatives aux conflits d'intérêts)
- 2008-2009 : Second vice-président du Conseil National des Universités, section 01 (Droit privé et sciences criminelles)
- 2006-2008 : Assesseur du Bureau du Conseil National des Universités, section 01 (Droit privé et sciences criminelles)
- 2003-2009 : Membre du Conseil National des Universités, section 01 (Droit privé et sciences criminelles)

### Participation à des rapports

- 2018 : Membre du groupe de travail (dir. O. Le Gall) « Intégrité Scientifique au CNRS ; Vers un dispositif pérenne de promotion des valeurs de l'intégrité scientifique au CNRS, et de traitement des allégations de manquement à l'intégrité », Rapport au Président directeur général du CNRS, 40 pages
- 2017, avec H. Ruiz Fabri et Laurence Scialom, Les conflits d'intérêts, nouvelle frontière de la démocratie, Think Tank TerraNova, 70 pages
- 2007 : Rapporteur, sous la présidence de C. Evin, du groupe de travail à la Haute Autorité de Santé, sur « Les nouvelles formes de coopération entre professions de santé » (rédaction de recommandations relatives à l'extension des expérimentations et la généralisation de la coopération entre professionnels de santé), 112 pages
- 2006 : Les qualifications médicales, les différents modes d'autorisation d'exercice et leur impact en termes de responsabilités juridiques, in, Y. Matillon, Modalités et conditions d'évaluation des compétences professionnelles médicales, Rapport au Ministre de la santé, mars 2006, pages 91-143
- 2003 : L'organisation juridique des compétences des professionnels de santé, in, Y. Matillon, Modalités et conditions d'évaluation des compétences professionnelles des métiers de la santé, Rapport au Ministre de l'éducation et au Ministre de la santé, mars 2003, pages 57-86

### Expertise ponctuelle

- Haute Autorité de Santé (HAS France), Agence Nationale de la Recherche (ANR France), Instance Nationale d'Accréditation en Santé (INAS, Tunisie), Organisation Mondiale de la santé (OMS)

### Organisation de colloques et de séminaires

- Membre du comité scientifique et animateur du séminaire *Big data* en santé, Centre de recherches en droit sciences et techniques, UMR de droit comparé, Université Paris 1, 2016-2018
- Membre du comité scientifique et animateur du séminaire Conflits d'intérêts, droit sciences et technique (CISTeR), Centre de recherches en droit sciences et techniques, UMR de droit comparé, Université Paris 1, 2013-2015
- Membre du comité scientifique du colloque international « Les conflits d'intérêts à l'hôpital », Ecole des Hautes études en santé publique, Université de Saint Etienne, Université Paris 1, Université de Sherbrooke, Paris 2012
- Membre du comité scientifique du colloque international « Les conflits d'intérêts en santé », Université Tunis III, septembre 2010
- Responsabilité scientifique du colloque « Vers un droit commun disciplinaire ? », CERCRID-Université de Saint Etienne 27-28 janvier 2005 (actes publiés, PU Saint Etienne, 2007)
- Avril 1995 : Organisation d'un séminaire interdisciplinaire autour du thème « Les moralisations professionnelles », C.I.E.S. de Lyon

### Communications et conférences

#### Nationales

- Mai 2018, Animation de la demi-journée « La figure du déontologue local », « 1ère

rencontre des déontologues locaux » organisée par la Haute autorité de la transparence de la vie publique, Sénat

- Mars 2018, Que signifie la déontologie aujourd'hui ?, Colloque de l'Association Française de droit de la santé, « Déontologie et santé »
- Mars 2018, La déontologie des juristes, Colloque « Les relations entre avocats et magistrats », co-organisé par l'Ecole Nationale de la Magistrature et le Conseil National des Barreaux
- Novembre 2017, participation à une table ronde relative aux sanctions de la déontologie, Colloque de la Cour de cassation, « Déontologies croisées des magistrats et des avocats », Cour de cassation
- Décembre 2016 : Apprivoiser le choc des déontologies, Colloque « Sociétés pluri-professionnelles d'exercice, vers un *big-bang* des professions du chiffre et du droit ?, Université Jean Moulin Lyon 3
- Juin 2016 : Qu'est-ce que le droit disciplinaire ? Réflexions sur l'institutionnalisation progressive et les concepts fondamentaux du droit disciplinaire, Colloque, « Procédures disciplinaires dans les institutions de traitement et de contrainte », CESDIP (centre d'études sociologiques sur le droit et les institutions pénales), Paris
- Juin 2016 : Déontologie et prospective, « Etats généraux de la prospective, de l'innovation et du numérique », Conseil national des barreaux, Paris
- Mars 2016 : Des déontologies à la « déontologisation » de la loi ?, Colloque « Professions et normes juridiques : quelles interactions, quels enjeux ? », Université Toulouse 1 Capitole
- Novembre 2015 : Participation à la table ronde « La déontologie des experts en assurance », Colloque Expertise et assurance, Universités de Poitiers et de La Rochelle, Niort
- Octobre 2014 : Professionnels de santé et sanctions, Colloque de l'Association Française de Droit de la Santé, « Les sanctions en droit de la santé », Paris
- Juin 2014 : (avec M. Larouer), Critique de la « soft law » du point de vue du droit des entreprises transnationales et du droit des professions, Colloque « Le droit souple », Ecole doctorale de droit Lyon-Saint Etienne.
- Avril 2014 : Conférence de spécialité de l'Ecole doctorale de droit Lyon Saint Etienne sur le thème « Déontologie et conflits dans la fonction et la vie publiques ».
- Novembre 2012, La gestion des conflits d'intérêts, composante des politiques contemporaines de santé publique, Colloque « Les catastrophes sanitaires, modèle controversé et repensé de la gestion des risques », Aix-Marseille Université
- Juin 2012, La déontologie, entre sanctions disciplinaires, pénales et civile, Colloque « Les sanctions en droit contemporain des sanctions ; la sanction entre technique et politique », Paris, Université Panthéon-Assas
- Novembre 2010 : (avec D. Truchet) Autour de l'ouvrage « Déontologie des juristes » (cycle de conférences ayant pour thème « La probité », Cercle Georges Dupuis, Université Paris 1
- Novembre 2009 : La discrimination dans les codes de déontologie des professions de santé, Colloque Droit de la santé et discrimination, Université Paul Cézanne, Aix en Provence
- Octobre 2009 : Les conflits d'intérêts des membres des comités de protection des personnes, Colloque de la conférence nationale des comités de protection des personnes (C.N.P.P.), Lyon

- Juin 2009 : Législation et fin de vie en Europe : Devoirs des professionnels et droits des patients, éléments de comparaison, 20<sup>ème</sup> congrès de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs, Paris
- Novembre 2008, Synthèse du colloque, Les technologies au service des droits, opportunités, défis, limites, I.N.R.I.A. Rhône-Alpes, Grenoble
- Mars 2007 : Conclusion du colloque « Déontologie et éthique professionnelles : de la société civile au secteur public ? », Université François Rabelais, Tours
- Avril 2006 : Le médecin et les conflits d'intérêts dans le processus d'évaluation des médicaments, Colloque « Nouvelles frontières de la santé, nouveaux rôles et responsabilités du médecin », Université Paris 1
- Septembre 2005 : L'état du droit sur la transmission du VIH, Séminaire « La pénalisation de la transmission du VIH », Conseil national du sida
- Juin 2005 : Quelle déontologie pour la recherche?, Colloque « Quel droit pour la recherche? », Université Grenoble 2
- Janvier 2005 : Les institutions disciplinaires, un état des lieux, colloque « Vers un droit commun disciplinaire ? », Université Jean Monnet de Saint Etienne
- Octobre 2002 : Déontologie, devoirs, discipline : éclaircissements conceptuels et articulations, Journée d'Étude Responsabilité de l'expert et déontologie, Agence Française de Sécurité Sanitaire des produits de Santé (AFSSAPS).
- Mai 2001 : Suicide et responsabilités institutionnelles, 65<sup>ème</sup> journée régionale de gérontologie, Société Rhône-Alpes de gérontologie
- Février 1997 : Participation à la table ronde du Colloque La déontologie du travail social et médical dans les collectivités locales, Section Rhône-Alpes de L'Institut Français de Sciences Administratives
- Octobre 1996 : Où est la déontologie des avocats?, Première rencontre de déontologie du Barreau de Lyon
- Septembre 1995 : A quoi servent les Ordres professionnels ?, Rencontre régionale du cinquantenaire de l'Ordre des pharmaciens (sud-est), Avignon

#### Internationales

- Avril 2018 : « La déontologie et le rôle de l'Ordre national des avocats de Tunisie ; approche comparée », Union Tunisienne des Jeunes Avocats, Maison de l'avocat de Tunis
- Novembre 2016 : Les pragmatismes juridiques en France aujourd'hui, « Les pragmatismes juridiques : Histoires croisées et enjeux contemporains », Centre Perelman de philosophie du droit, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles
- Mars 2016 : Les pratiques des institutions françaises en matière de gestion des conflits d'intérêts, Colloque conclusif du séminaire CISTeR, De la gestion des conflits d'intérêts à la fiabilité de l'information scientifique une réflexion France / États-Unis, Université Paris 1
- Avril 2014 : Méthode d'analyse pragmatiste et théorie du droit, Laboratoire pour la recherche critique en droit, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
- Avril 2014 : Une déontologie commune des juristes ?, Congrès de l'association des professeurs de droit du Québec, Université et pratique du droit ; quelles relations en 2015 ?,
- Juin 2014 : Coping with conflicts of interest in french health law, Sabra Reaserch Center, Harvard Law School
- Avril 2014 : Intérêt de l'approche peircienne du pragmatisme juridique, Séminaire du Centre Perelman de philosophie du droit, Université Libre de Bruxelles

- ▶ Décembre 2012 : Clarifications conceptuelles : liens, conflits et oppositions d'intérêts « Les conflits d'intérêts à l'hôpital », Ecole des Hautes études en santé publique, Université de Saint Etienne, Université Paris 1, Université de Sherbrooke, Paris
- ▶ Septembre 2012 : avec M.-S. Ben Ammar, Conflicts of interest, Session « Current issues of interest for NECs (National Ethic Comitees) », 9th Global Summit of NECs. ; Les conflits d'intérêts, Session « Question actuelles relatives aux Comités nationaux d'éthique », 9<sup>ème</sup> Sommet mondial des Comités nationaux d'éthique, Carthage, Tunisie
- ▶ Juin 2011 : avec M. Rodwin, Qualification et régulation des conflits d'intérêts des professionnels de santé en France et aux États-Unis : l'exemple du « médecin-entrepreneur », « Droit, sciences, techniques, quelles responsabilités ? », Colloque du GDR « Réseau droit sciences et techniques
- ▶ Avril 2011 : Construire sa recherche en droit, Ecole doctorale de droit, Université Tunis III el Manar
- ▶ Avril 2011 : Commerce et santé, les risques de conflits d'intérêts, Colloque « Déontologie et responsabilité du pharmacien d'officine et du pharmacien fabricant », Association tunisienne de droit de la santé, Tunis.
- ▶ Janvier 2011 : Les conflits d'intérêts en santé ; préserver la confiance dans le système de soins, Faculté de droit, Université de Sherbrooke, Programme de formation en droit, éthique et politiques de la santé des IRSC (Instituts de Recherche en Santé du Canada) / CIHR (Canadian Institutes of Health Research) Training Program in Health Law, Ethics and Policy
- ▶ Septembre 2010 : Les conflits d'intérêts en santé, première approche, Colloque international du Comité national d'éthique médicale de Tunisie, « Les conflits d'intérêts en santé », Tunis
- ▶ Avril 2010 : Les conflits d'intérêts, conférence, Université Tunis III el Manar.
- ▶ Juin 2008 : Legal ethics (déontologie) in french medical law, « American Society of Law, Medicine & Ethics annual Health Law Professors Conference », Drexel University College of Law, Philadelphia ; La déontologie dans le droit médical français, « Rencontre annuelle des Professeurs de droit de la santé de l'Association américaine, droit, médecine et éthique », Drexel University College, Philadelphia, Etats-Unis
- ▶ Avril 2005 : Legal reasoning in french disciplinary law, Workshop « Type of legal reasoning in law », Harvard law school ; Le raisonnement en droit disciplinaire français, Séminaire « Les types de raisonnement juridique », École de droit de l'Université Harvard, États-Unis

### Direction de mémoires et de thèses

- ▶ Depuis 2015 : Jean-Paul Demarez, Quelle normativité pour les recherches biomédicales ?, Université de Saint Etienne
- ▶ Depuis 2013 : Nelly Noto, La profession d'avocat entre contrôles et indépendance, Université de Saint Etienne
- ▶ Soutenue en 2008 : Claire Ogier, Les conflits d'intérêts, Université de Saint Etienne (codirection avec M.-C. Rivier, Professeur de droit privé à l'Université Lumière Lyon 2)
- ▶ Depuis 1999 : Encadrement méthodologique de mémoires et direction de mémoires, D.E.A. de Droit des contentieux puis Mastère 2 Droit et justice, Université Jean Monnet de Saint-Étienne



### Participation à des jurys de thèse et d'habilitation à diriger des recherches

- M. Renaud Bouvet, Liberté du médecin et décision médicale, (dir. M.-L. Moquet-Anger), Université Rennes 1, décembre 2016
- M. Clément Cousin, Vers une redéfinition de l'acte médical ? (dir. B. Feuillet), Université Rennes 1, novembre 2016 - Président
- Melle Marie Fontaine, Les droits et les obligations du patient face à l'assurance-maladie (dir. A. Laude et D. Tabuteau), Université Paris 5, octobre 2016 - Rapporteur
- Melle Elisabetta Pulice, Le rôle de la déontologie médicale dans les sources du droit : analyse comparée Italie France Allemagne (dir. C. Casonato et S. Hennette-Vauchez), cotutelle Université de Trento, Université Paris Ouest La Défense, septembre 2014 - rapporteur
- Melle Anne-Charlotte Berthet, L'acte médical imposé (dir. D. Viriot-Barrial), Aix-Marseille Université, décembre 2012 – rapporteur
- Melle Caroline Zorn, Données de santé et secret partagé (dir. B. Py), Université de Nancy, décembre 2009
- Mme Guilène Nicolas, Habilitation à diriger des recherches (dir. A. Leca), Université Aix-Marseille III, juin 2009
- Mme Laëtitia Sellier, Les fonds d'indemnisation (dir. D. Thouvenin), Université Jean Moulin Lyon III, septembre 2008 - rapporteur
- M. Halim Rami, La mondialisation et la criminalité économique et financière ; analyse internationale au regard du droit algérien (dir. O. Sautel), Université Montpellier 1, mai 2008 – rapporteur

### Activités de recherche collective

- 2007-2009 : Participation au projet PRIAM (Privacy Issues and AMBient intelligence), INRIA, ayant pour objectif, dans le contexte de l'informatique ubiquitaire, l'élaboration de systèmes informatiques compatibles avec l'ordonnancement des règles juridiques protégeant la vie privée
- 2005-2007 : Direction de la partie juridique du projet KAA (Knowledge Authentication Ambient), inscrit dans l'Action Concertée Incitative « Sécurité informatique » ayant pour objectif de proposer un « modèle de confiance pour les objets communicants autonomes », associant des équipes de recherche en informatique et mathématiques à des équipes de recherche en sciences humaines. Le projet KAA a proposé une analyse de la notion de confiance, issue de différents systèmes de régulation (juridique, social et économique) pour en déduire un modèle technologique.
- 2001-2003 : Participation à une recherche pour le compte de la Fondation Médéric Alzheimer, « Respect des libertés, besoins des aidants et protection juridique » (Brigitte Croff et Associés - CE.R.CRI.D.), 153 pages.
- Mars 2000-mars 2002 : Direction d'une recherche (cinq personnes) pour le compte de la Mission de Recherche Droit et Justice (G.I.P.-Justice, ministère de la Justice), sur le thème « L'accès à la justice disciplinaire »
- Mars-décembre 1995 : Participation à la mise en place d'une recherche pour le compte du Ministère de la Justice ayant pour thème « La mise en œuvre par les

entreprises d'assurance de la procédure d'offre d'indemnité à l'égard des victimes d'accidents corporels de la circulation », sous la direction de Mme E. Serverin, directeur de recherches au C.N.R.S.

- ▶ Octobre 1992-décembre 1993 : Participation à une recherche pour le compte de l'Agence Nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale (A.N.D.E.M.), ayant pour thème « La responsabilité des médecins, notamment du fait des examens préopératoires », sous la direction de D. Thouvenin, professeur à l'Université Paris VII. Cette recherche a fait l'objet d'une publication, La responsabilité médicale, Flammarion, 1995

### Émissions de radio

- ▶ Faut-il inscrire l'interdiction des relations sexuelles entre médecins et patients dans le code de déontologie médicale ?, La question du jour, Les matins de France Culture, 30 mars 2018
- ▶ La clause de conscience contre le droit des femmes ?, Du grain à moudre, France culture, 5 février 2008

### Langues

- Anglais : courant (niveau conférences internationales)

## Liste thématique des publications

Les publications peuvent être citées plusieurs fois lorsqu'elles touchent à plusieurs problématiques

### Déontologies

- ▶ *A paraître*, Que signifie la déontologie aujourd'hui ?, Actes du Colloque de l'Association Française de droit de la santé, « Déontologie et santé », Revue de droit sanitaire et social, 2018, 16 pages.
- ▶ Sociétés d'exercice interprofessionnel et déontologie(s), Dossier Les sociétés pluri-professionnelles : vers un Big bang des professions du chiffre et du droit ?, Journal des sociétés, n° 155, sept. 2017, 23-27.
- ▶ (avec D. Truchet), Droit des déontologies, PUF, coll. Thémis, 2016, 450 pages.
- ▶ La (les) déontologie(s) à l'épreuve de la loi Macron, Revue pratique de la prospective et de l'innovation, LexisNexis-CNB, n° 1, mars 2017, 57-59.
- ▶ Code de déontologie des experts en automobile. Fonctions, portée et principaux contenus, Jurisprudence Automobile, n°833, 2016, 11 à 14.
- ▶ Déontologie et prospective, Revue pratique de la prospective et de l'innovation, LexisNexis-CNB, n° 0, 2016, 45-46.
- ▶ Remarques sur le jury de la déontologie publicitaire : autorégulation et interprétation, Légipresse 2015, 87-93.
- ▶ Publicité et déontologie, dossier « Publicité et communication en santé », Sève, Les Tribunes de la santé, n° 45, 2014, 6 pages.
- ▶ (avec D. Truchet), Pour une autre déontologie des juristes, PUF, coll. Hors collection, 2014, 104 pages.
- ▶ La déontologie médicale de la résistance à la contre-offensive (à propos du décret du 7 mai 2012 portant modification du code de déontologie médicale), Revue de droit sanitaire et social, 2012, 1074-1083.
- ▶ Le code français de déontologie médicale : commentaire critique, (version traduite et version originale), Revista de Direito Sanitário (Revue de le droit à la santé), Sao Paulo, 2012, 157-186.
- ▶ Les sanctions des règles déontologiques, in, C. Chainais et D. Fenouillet (dir.), Les tendances contemporaines du droit des sanctions, Dalloz, coll. Esprit du droit, 2012, 431-445.
- ▶ Plagiat et déontologie académique, actes du colloque « Le plagiat dans la recherche scientifique », LGDJ-Lextenso, 2012, 21-32.
- ▶ (avec D. Truchet) Déontologie des juristes, PUF, 2010, coll. Licence, 262 pages.
- ▶ Chapitre 2 : Qu'est-ce que la déontologie?, in, Droit et déontologie de la profession d'avocat (direction B. Beignier, B. Blanchard et J. Villacèque), 2<sup>ème</sup> édition, LGDJ, 2007, 49-77.
- ▶ Quelle déontologie pour la recherche?, in, Quel droit pour la recherche? (direction I. de Lamberterie et E. Vergès), Litec, coll. Colloques et débats, 2006, 181-194.
- ▶ Déontologie, Dictionnaire de la justice, (direction L. Cadiet), P.U.F., 2004, 326-330.
- ▶ Vers un code de déontologie des magistrats ?, Lettre de la Mission de Recherches Droit et Justice, n°14, 2002, 11.
- ▶ Règles déontologiques et fautes civiles, Recueil Dalloz, 2002, chron., 2820-2824.
- ▶ Les déontologies, thèse, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2001, 539 pages.
- ▶ Les sources des déontologies en droit positif, in, Droit et déontologies professionnelles, (direction J.-L. Bergel), Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, 1997, 25-44.
- ▶ Déontologies des professions judiciaires et juridiques, in, Droit et déontologies professionnelles, (direction J.-L. Bergel), Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, 1997, 113-150.
- ▶ A propos de la déontologie des avocats... Réaction à l'article de P. Milburn, L'honoraire de l'avocat au pénal : une économie de la relation professionnelle (Droit et Société n°26,

1994, p 175-196), Droit et société n°29, 1995, 183-187.

### Conflits d'intérêts

- ▶ *A paraître*, Chapitre : Les conflits d'intérêts, in, La loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à notre système de santé, Les éditions hospitalières, 2016, 10 pages.
- ▶ (dir. Avec D. Thouvenin), Les conflits d'intérêts à l'hôpital, Presses de l'EHESP, 2015, 202 pages.
- ▶ (avec R. Kohler), Liens et conflits d'intérêts : éléments de définitions et exemples de relations entre chirurgiens et industrie, Cahiers du cercle Andry, n°9, Sauramps, 2015, 227-244.
- ▶ Clarifications conceptuelles : liens, conflits et oppositions d'intérêts, in D. Thouvenin et J. Moret-Bailly (dir.), Les conflits d'intérêts à l'hôpital, Presses de l'EHESP, 2015, 13-39.
- ▶ Les conflits d'intérêts, LGDJ, coll. Forum, janvier 2014, Ouvrage nominé pour le Prix du Cercle Montesquieu 2015, 228 pages.
- ▶ Au milieu du gué, À propos du premier rapport public annuel du déontologue de l'Assemblée nationale du 20 novembre 2013, JCP. G., 2013, 2254-2255.
- ▶ La gestion des conflits d'intérêts, composante des politiques contemporaines de santé publique, in, S. Viriot-Barrial (dir.), Les catastrophes sanitaires, modèle controversé et repensé de la gestion des risques, Les études hospitalières, 2013, 247-256.
- ▶ Avec M. Rodwin, La qualification de conflits d'intérêts des médecins en France et aux Etats-Unis, Rev. dr. sanit. et soc., 2012, n°3, 501-512.
- ▶ Avec D. Truchet, Actualité et enjeux, Dossier Conflits d'intérêts et déontologie, A.J.D.A., n°16, 2012, 865-869.
- ▶ Eléments de définition, in Ben Ammar M.-S. (direction), Les conflits d'intérêts en santé, Centre des publications universitaires, Tunis, 2012, 29-46.
- ▶ Avec J. Roland, L'expertise médicale : exemple de la Haute autorité de santé, in Ben Ammar M.-S. (direction), Les conflits d'intérêts en santé, Centre des publications universitaires, Tunis, 2012, 69-83.
- ▶ Les conflits d'intérêts, Gestions hospitalières, n°512, janvier 2012, 12-13.
- ▶ Définir les conflits d'intérêts, Recueil Dalloz, 2011, chron., 1100-1106.
- ▶ Avec M. Rodwin, Qualification et régulation des conflits d'intérêts des professionnels de santé en France et aux États-Unis : l'exemple du « médecin-entrepreneur », Actes du colloque, « Droit, sciences, techniques, quelles responsabilités ? », Litec 2011, 51-60.
- ▶ Le rôle des experts au sein des agences de sécurité sanitaire, Annales de la régulation, volume 2, LGDJ, 2009, 327-343.
- ▶ Les conflits d'intérêt des experts dans les procédures d'autorisation de mise sur le marché, un exemple de publicisation du rôle du médecin?, in, Nouvelles frontières de la santé, nouveaux rôles et responsabilités du médecin (direction F. Bellivier et Ch. Noiville), Dalloz, coll. Actes, 2006, 41-54.
- ▶ Les conflits d'intérêts des experts consultés par l'administration dans le domaine sanitaire, Rev. dr. sanit. et soc., 2004-4, 855-871.

### Droit disciplinaire

- ▶ Vers un droit commun disciplinaire? (dir. avec P. Ancel), PU Saint Etienne, coll. Droit, 2007, 339 pages.
- ▶ Un état des lieux des institutions disciplinaires, in Vers un droit commun disciplinaire? (dir. P. Ancel et J. Moret-Bailly), PU Saint Etienne, coll. Droit, 2007, 77-101.
- ▶ Discipline, Dictionnaire de la justice, (direction L. Cadiet), P.U.F., 2004, 332-337.
- ▶ Les institutions disciplinaires, Collection "arrêt sur recherches", GIP-Justice, 2003, 253 pages.

## **Droit des professions**

### **Analyses transversales**

- Linéaments d'un droit des professions, Mélanges Truchet, 2015, 423-433.

### **Professions de santé**

- Que signifie la déontologie aujourd'hui ?, Actes du Colloque de l'Association Française de droit de la santé, « Déontologie et santé », Revue de droit sanitaire et social, 2018, 7-22.
- Publicité et déontologie, dossier « Publicité et communication en santé », Sève, Les Tribunes de la santé, n° 45, 2014, 31-36.
- La déontologie médicale de la résistance à la contre-offensive (à propos du décret du 7 mai 2012 portant modification du code de déontologie médicale), Revue de droit sanitaire et social, 2012, 1074-1083.
- Le code français de déontologie médicale : commentaire critique, (version traduite et version originale), Revista de Direito Sanitário (Revue de le droit à la santé), Sao Paulo, 2012, 157-186.
- Avec M. Rodwin, La qualification de conflits d'intérêts des médecins en France et aux Etats-Unis, Rev. dr. sanit. et soc., 2012, n°3, 501-512.
- Chapitre 2 : l'ostéopathie dans l'univers de la santé, in, J. Tardif (direction), Devenir ostéopathe, agir avec compétence, SNESO, 2012, 35-45.
- Code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de santé, Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 1, 14-15 janvier 2011, 35-36
- La discrimination dans les codes de déontologie médicale, in, Santé et discrimination (dir. A. Leca et D. Viriot-Barrial), Les études hospitalières, 2010, 87-94.
- L'évolution des métiers de la santé : les nouvelles formes de coopérations entre professionnels, Actualité et dossier en santé publique n°70, La documentation française, 2010, 24-25.
- La loi HPST et l'accès aux soins, (Dossier « la loi Hôpital, patients, santé et territoires »), Rev. dr. sanit. et soc., n°5, 2009, 820-831.
- L'ostéopathie : profession de santé ou activité de soins ?, Rev. dr. sanit. et soc., n°2, 2009, 290-300.
- Les modes de définition des professions de santé, présent et avenir, Rev. dr. sanit. et soc., n°3, 2008, 508-519.
- Le Code de déontologie des pédicures podologues, Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé, 6-7 juin 2008, 37-38.
- Les Ordres professionnels des professions d'auxiliaires médicaux, Rev. dr. sanit. et soc., 2007, 472-483.
- Le Conseil d'État affirme la non contrariété entre l'organisation et le contrôle de l'exercice de la profession médicale par le Conseil national de l'Ordre des médecins et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, note sous Cons. d'Et., 10 octobre 2006, Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 2 2007 (6 et 7 juin), 42-43.
- Précisions quant à la prise en charge d'une partie des primes d'assurance de responsabilité civile des médecins par l'assurance maladie : le décret n° 2006-909 du 21 juillet 2006, Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 2 2006 (8 et 9 décembre), 43-45.
- L'ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions, , Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 1, 2006 (9 et 10 juin), 38-40.
- Les évolutions récentes des règles d'exercice des professions de santé, Rev. dr. sanit. et soc., 2005 n°4, 593-602.
- Note sous CE. 12 janvier 2005, M. Grand Chavin, n°252365 et CE, 12 janvier 2005, Kerkerian, n°256001, Rev. Dr. Sanit. et soc, 2005 n°3, 495-498.
- Les avis des Comités de protection des personnes dans la loi du 9 août 2004, La lettre du

pharmacologue, 2005, 95-97.

- ▶ Experts en accidents médicaux près les CRCI : vers une expertise alliant compétence et indépendance?, *Resp. civ. et assur.* Alerte 26, mars 2005, 4.
- ▶ Assurance, assurance-maladie et Etat : qui doit payer pour les fautes des médecins?, *Resp. civ. et assur.*, alerte 11, juin 2004, 4.
- ▶ Les rapports entre loi et déontologies des professions de santé après le 4 mars 2002, *Rev. dr. sanit. et soc.*, 2003-4, 581-589.
- ▶ Affirmation d'un droit subjectif et abandon de la régulation déontologique en matière d'information médicale : les conséquences de la loi du 4 mars 2002, *Gestions hospitalières*, 2003, 641-645.
- ▶ La volonté du patient de voir cesser sa vie : l'euthanasie, in, *Régulations of civil law to safeguard the autonomy of patients at the end of their life- an international documentation*, (direction J. Taupitz), Springer, Berlin, 2000, 567-581.
- ▶ Les nouveaux contentieux des professions de santé (en collaboration avec S. Julliot-Bernard), *Droit social*, 1996, n° spécial, Le plan Juppé II, 840-846.

### Professions du droit

- ▶ Sociétés d'exercice interprofessionnel et déontologie(s), Dossier Les sociétés pluri-professionnelles : vers un Big bang des professions du chiffre et du droit ?, *Journal des sociétés*, n° 155, sept. 2017, 23-27.
- ▶ La (les) déontologie(s) à l'épreuve de la loi Macron, *Revue pratique de la prospective et de l'innovation*, LexisNexis-CNB, n° 1, mars 2017, 57-59.
- ▶ Depuis 2016 Membre de l'équipe de la chronique d'actualité semestrielle « Avocats », dirigée par Fl. G'ssell, rubriques statut et discipline, *JCP. G.*
- ▶ Déontologie et prospective, *Revue pratique de la prospective et de l'innovation*, LexisNexis-CNB, n° 0, 2016, 45-46.
- ▶ Chapitre 2 : Qu'est-ce que la déontologie?, in, *Droit et déontologie de la profession d'avocat* (dir. B. Beignier, B. Blanchard et J. Villacèque), 3<sup>ème</sup> édition, LGDJ, 2016, 49-77.
- ▶ (avec D. Truchet), *Pour une autre déontologie des juristes*, PUF, coll. Hors collection, 2014, 104 pages.
- ▶ (avec D. Truchet), *Actualité et enjeux*, Dossier Conflits d'intérêts et déontologie, *A.J.D.A.*, n°16, 2012, 865-869.
- ▶ (avec D. Truchet) *Déontologie des juristes*, PUF, 2010, coll. Licence, 262 pages.
- ▶ Confidentialité de la correspondance des avocats, extension heureuse et exception douteuse, note sous *Civ. 1*, 14 janv. 2010, n° 08-21.854, *FS-P+B+I*, D. 2010, 1125-1129.
- ▶ L'obligation d'information de l'avocat à l'épreuve de sa déontologie?, note sous *Civ. 1*, 23 novembre 2004, n°03-15.090, *Bull. civ. n° 281*, 235, *Recueil Dalloz*, 2857-2860.
- ▶ Vers un code de déontologie des magistrats ?, *Lettre de la Mission de Recherches Droit et Justice*, n°14, 2002, 11.
- ▶ Déontologies des professions judiciaires et juridiques, in, *Droit et déontologies professionnelles*, (direction J.-L. Bergel), Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, 1997, 113-150.
- ▶ A propos de la déontologie des avocats... Réaction à l'article de P. Milburn, *L'honoraire de l'avocat au pénal : une économie de la relation professionnelle* (*Droit et Société* n°26, 1994, p 175-196), *Droit et société* n°29, 1995, 183-187.

### Recherche

- ▶ Sanction des fraudeurs et situation des fraudeurs au regard du droit, dossier thématique : *De l'erreur à la fraude dans les publications biomédicales* », *La Presse médicale*, n°9, 2012, 867-871.
- ▶ Plagiat et déontologie académique, actes du colloque « Le plagiat dans la recherche scientifique », LGDJ-Lextenso, 2012, 21-32.
- ▶ Quelle déontologie pour la recherche?, in, *Quel droit pour la recherche?* (direction I. de Lamberterie et E. Vergès), *Litec*, coll. Colloques et débats, 2006, 181-194.

### **Théorie générale du droit**

- Analyse pragmatiste des rapports entre systèmes : droit de l'Union européenne et Constitution française, in, (dir. B. Bonnet) Traité des rapports entre ordres juridiques ; Bilan, enjeux, perspectives, LGDJ, 2016, 1081-1088.
- Esquisse d'une théorie pragmatiste du droit, Droits, n°55, 2013, 177-212.
- Ambitions et ambiguïtés des pluralismes juridiques, Droits, n°35, 2002, 195-206.
- La théorie pluraliste de Romano à l'épreuve des déontologies, Droits, n°32, 2000, 171-182.

### **Autres**

- Chapitre 1 : Eléments de synthèse, in, Les technologies de l'information au service des droits, opportunités, défis, limites, (dir. D. le Metayer), Bruylant, 2010, 11-23.
- (avec D. le Metayer et S. Monteleone), Les ressources du droit alliées aux moyens de la technologie : application à la protection des données personnelles, Lamy Droit de l'immatériel, juillet 2009, 75-82.
- Les stipulations de constatation, RRJ- Droit prospectif, 2000, 489-513.

## Liste chronologique des publications

### Ouvrages

1. (avec D. Truchet), Droit des déontologies, PUF, coll. Thémis, 2016, 480 pages.
2. (dir. Avec D. Thouvenin), Les conflits d'intérêts à l'hôpital, Presses de l'EHESP, mai 2015, 202 pages.
3. (avec D. Truchet), Pour une autre déontologie des juristes, PUF, coll. Hors collection, 2014, 104 pages.
4. Les conflits d'intérêts, LGDJ, coll. Forum, janvier 2014, Ouvrage nominé pour le Prix du Cercle Montesquieu 2015, 228 pages.
5. (avec D. Truchet) Déontologie des juristes, PUF, coll. Licence, 2010, 262 pages.
6. Vers un droit commun disciplinaire? (dir. avec P. Ancel), PU Saint Etienne, coll. Droit, 2007, 339 pages.
7. Les institutions disciplinaires, Mission de recherche droit et justice, coll. Arrêt sur recherches, 2003, 150 pages.
8. Les déontologies, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2001, 539 pages.

### Chapitres d'ouvrages

9. *A paraître*, Chapitre : Les conflits d'intérêts, in, La loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à notre système de santé, Les éditions hospitalières, 2016, 10 pages.
10. Chapitre 2 : Qu'est-ce que la déontologie?, in, Droit et déontologie de la profession d'avocat (dir. B. Beignier, B. Blanchard et J. Villacèque), 3<sup>ème</sup> édition, LGDJ, 2016, 49-77.
11. Chapitre 2 : L'ostéopathie dans l'univers de la santé, in, J. Tardif (direction), Devenir ostéopathe, agir avec compétence, SNESO, 2012, 35-45.
12. Les sanctions des règles déontologiques, in, C. Chainais et D. Fenouillet (dir.), Les tendances contemporaines du droit des sanctions, Dalloz, coll. Esprit du droit, 2012, 431-445.
13. Chapitre 1 : Eléments de synthèse, in, Les technologies de l'information au service des droits, opportunités, défis, limites, (dir. D. le Metayer), Bruylant, 2010, 11-23.

### Chronique régulière

14. Depuis 2016, Membre de l'équipe de la chronique d'actualité semestrielle « Avocats », dirigée par Fl. G'ssell, rubriques statut et discipline, JCP. G.

### Articles

15. Que signifie la déontologie aujourd'hui ?, Actes du Colloque de l'Association Française de droit de la santé, « Déontologie et santé », Revue de droit sanitaire et social, 2018, 7-22.
16. Sociétés d'exercice interprofessionnel et déontologie(s), Dossier Les sociétés pluri-professionnelles : vers un Big bang des professions du chiffre et du droit ?, Journal des sociétés, n° 155, sept. 2017, 23-27.
17. La (les) déontologie(s) à l'épreuve de la loi Macron, Revue pratique de la prospective et de l'innovation, LexisNexis-CNB, n° 1, mars 2017, 57-59.
18. Analyse pragmatiste des rapports entre systèmes : droit de l'Union européenne et Constitution française, in, (dir. B. Bonnet) Traité des rapports entre ordres juridiques ; Bilan, enjeux, perspectives, LGDJ, 2016, 1081-1088.
19. Déontologie et prospective, Revue pratique de la prospective et de l'innovation, LexisNexis-CNB, n° 0, 2016, 45-46.
20. Code de déontologie des experts en automobile. Fonctions, portée et principaux contenus, Jurisprudence Automobile, n°833, avril 2016, 11 à 14.
21. (avec R. Kohler), Liens et conflits d'intérêts : éléments de définitions et exemples de relations entre chirurgiens et industrie, Cahiers du cercle Andry, n°9, Sauramps, 2015,



- 227-244.
22. Clarifications conceptuelles : liens, conflits et oppositions d'intérêts, in D. Thouvenin et J. Moret-Bailly (dir.), *Les conflits d'intérêts à l'hôpital*, Presses de l'EHESP, 2015, 13-39
  23. Linéaments d'un droit des professions, *Mélanges Truchet*, 2015, 423-433.
  24. Remarques sur le jury de la déontologie publicitaire : autorégulation et interprétation, *Légipresse* 2015, 87-93.
  25. Publicité et déontologie, dossier « Publicité et communication en santé », *Sève, Les Tribunes de la santé*, n° 45, 2014, 31-36.
  26. Au milieu du gué, À propos du premier rapport public annuel du déontologue de l'Assemblée nationale du 20 novembre 2013, *JCP. G.*, 2013, 2254-2255.
  27. La gestion des conflits d'intérêts, composante des politiques contemporaines de santé publique, in, S. Viriot-Barrial (dir.), *Les catastrophes sanitaires, modèle controversé et repensé de la gestion des risques*, *Les études hospitalières*, 2013, 247-256.
  28. Esquisse d'une théorie pragmatiste du droit, *Droits*, n°55, 2013, 177-2012.
  29. La déontologie médicale de la résistance à la contre-offensive (à propos du décret du 7 mai 2012 portant modification du code de déontologie médicale), *Revue de droit sanitaire et social*, 2012, 1074-1083.
  30. Sanction des fraudeurs et situation des fraudeurs au regard du droit, dossier thématique : *De l'erreur à la fraude dans les publications biomédicales* », *La Presse médicale*, n°9, 2012, 867-871.
  31. Le code français de déontologie médicale : commentaire critique, (version traduite et version originale), *Revista de Direito Sanitário (Revue de le droit à la santé)*, Sao Paulo, 2012, 157-186.
  32. Avec M. Rodwin, *La qualification de conflits d'intérêts des médecins en France et aux Etats-Unis*, *Rev. dr. sanit. et soc.*, 2012, n°3, 501-512.
  33. Plagiat et déontologie académique, actes du colloque « Le plagiat dans la recherche scientifique », *Lextenso*, 2012, LGDJ-Lextenso, 2012, 21-32.
  34. Avec D. Truchet, *Actualité et enjeux*, Dossier Conflits d'intérêts et déontologie, *A.J.D.A.*, n°16, 2012, 865-869.
  35. *Éléments de définition*, in Ben Ammar M.-S. (direction), *Les conflits d'intérêts en santé*, Centre des publications universitaires, Tunis, 2012, 29-46.
  36. Avec J. Roland, *L'expertise médicale : exemple de la Haute autorité de santé*, in Ben Ammar M.-S. (direction), *Les conflits d'intérêts en santé*, Centre des publications universitaires, Tunis, 2012, 69-83.
  37. *Les conflits d'intérêts*, *Gestions hospitalières*, n°512, janvier 2012, 12-13.
  38. Avec M. Rodwin, *Qualification et régulation des conflits d'intérêts des professionnels de santé en France et aux États-Unis : l'exemple du « médecin-entrepreneur »*, Actes du colloque, « Droit, sciences, techniques, quelles responsabilités ? », *Litec* 2011, 51-60.
  39. Définir les conflits d'intérêts, *Recueil Dalloz*, 2011, chron., 1100-1106.
  40. Code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de santé, *Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 1*, 14-15 janvier 2011, 35-36.
  41. La discrimination dans les codes de déontologie médicale, in, *Santé et discrimination* (dir. A. Leca et D. Viriot-Barrial), *Les études hospitalières*, 2010, 87-94.
  42. L'évolution des métiers de la santé : les nouvelles formes de coopérations entre professionnels, *Actualité et dossier en santé publique n°70*, *La documentation française*, 2010, 24-25.
  43. Confidentialité de la correspondance des avocats, extension heureuse et exception douteuse, note sous *Civ. 1*, 14 janv. 2010, n° 08-21.854, *FS-P+B+I*, D. 2010, 1125-1129.
  44. La loi HPST et l'accès aux soins, (Dossier « la loi Hôpital, patients, santé et territoires »), *Rev. dr. sanit. et soc.*, n°5, 2009, 820-831.
  45. (avec D. le Metayer et S. Monteleone), *Les ressources du droit alliées aux moyens de la technologie : application à la protection des données personnelles*, *Lamy Droit de l'immatériel*, juillet 2009, 75-82.
  46. Le rôle des experts au sein des agences de sécurité sanitaire, *Annales de la régulation*, volume 2, *LGDJ*, 2009, 327-343.
  47. *L'ostéopathie : profession de santé ou activité de soins ?*, *Rev. dr. sanit. et soc.*, n°2, 2009,

- 290-300.
48. Les modes de définition des professions de santé : présent et avenir, *Rev. dr. sanit. et soc.*, n°3, 2008, 508-519.
  49. Le Code de déontologie des pédicures podologues, *Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé, santé*, 6-7 juin 2008, 37-38.
  50. Un état des lieux des institutions disciplinaires, in *Vers un droit commun disciplinaire?* (dir. P. Ancel et J. Moret-Bailly), PU Saint Etienne, coll. Droit, 2007, 77-101.
  51. Les Ordres professionnels des professions d'auxiliaires médicaux, *Rev. dr. sanit. et soc.*, 2007, 472-483.
  52. Le Conseil d'État affirme la non contrariété entre l'organisation et le contrôle de l'exercice de la profession médicale par le Conseil national de l'Ordre des médecins et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, note sous *Cons. d'Et.*, 10 octobre 2006, *Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 2 2007* (6 et 7 juin), 42-43.
  53. Précisions quant à la prise en charge d'une partie des primes d'assurance de responsabilité civile des médecins par l'assurance maladie : le décret n° 2006-909 du 21 juillet 2006, *Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 2 2006* (8 et 9 décembre), 43-45.
  54. Les conflits d'intérêt des experts dans les procédures d'autorisation de mise sur le marché, un exemple de publicisation du rôle du médecin?, in *Nouvelles frontières de la santé, nouveaux rôles et responsabilités du médecin* (direction F. Bellivier et Ch. Noiville), Dalloz, coll. Actes, 2006, 41-54.
  55. L'ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions, *Gaz. Pal. n° spécial Droit de la santé n° 1 2006* (9 et 10 juin), 38-40.
  56. Quelle déontologie pour la recherche?, in *Quel droit pour la recherche?* (direction I. de Lamberterie et E. Vergès), Litec, coll. Colloques et débats, 2006, 181-194.
  57. L'obligation d'information de l'avocat à l'épreuve de sa déontologie?, note sous *Civ. 1*, 23 novembre 2004, n°03-15.090, *Bull. civ. n° 281, 235, Recueil Dalloz*, 2005, 2857-2860
  58. Les avis des Comités de protection des personnes dans la loi du 9 août 2004, *La lettre du pharmacologue*, volume 19, n°3 juillet août septembre 2005, 99-101.
  59. Les évolutions récentes des règles d'exercice des professions de santé, *Rev. dr. sanit. et soc.*, 2005, 593-602.
  60. Note sous *CE*. 12 janvier 2005, M. Grand Chavin, n°252365 et *CE*, 12 janvier 2005, Kerkerian, n°256001, *Rev. Dr. Sanit. et soc.*, 2005 n°3, 495-498.
  61. Experts en accidents médicaux près les CRCI : vers une expertise alliant compétence et indépendance?, *Resp. civ. et assur.* Alerte 26, mars 2005, 4.
  62. Les conflits d'intérêts des experts consultés par l'administration dans le domaine sanitaire, *Rev. dr. sanit. et soc.*, 2004-4, 855-871.
  63. Déontologie, *Dictionnaire de la justice*, (direction L. Cadiet), P.U.F., 2004.
  64. Discipline, *Dictionnaire de la justice*, (direction L. Cadiet), P.U.F., 2004.
  65. Assurance, assurance-maladie et État : qui doit payer pour les fautes des médecins?, *Resp. civ. et assur.*, 2004, Focus 11.
  66. Les rapports entre loi et déontologies des professions de santé après le 4 mars 2002, *Rev. dr. sanit. et soc.*, 2003-4, 581-589.
  67. Affirmation d'un droit subjectif et abandon de la régulation déontologique en matière d'information médicale : les conséquences de la loi du 4 mars 2002, *Gestions hospitalières*, 2003, 641-645.
  68. L'organisation juridique des compétences des professions de santé, in Y. Matillon, *Modalités et conditions d'évaluation des compétences professionnelles des métiers de la santé, Rapport remis au ministre de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Recherche, et au ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées*, 2003, 57-87.
  69. Ambitions et ambiguïtés des pluralismes juridiques, *Droits*, n°35, 2002, 195-206.
  70. Règles déontologiques et fautes civiles, *Recueil Dalloz*, 2002, *chron.*, 2820-2824.
  71. Quelles règles pour juger les fautes des magistrats ?, *Lettre de la Mission de Recherches Droit et Justice*, 2002.
  72. L'accès à la justice disciplinaire, *Rapport GIP-Justice*, 2002, 257 pages.

73. La volonté du patient de voir cesser sa vie : l'euthanasie, Régulations of civil law to safeguard the autonomy of patients at the end of their life- an international documentation, (direction J. Taupitz), Springer, Berlin, 2000, 567-581.
74. La théorie pluraliste de Romano à l'épreuve des déontologies, Droits, n°32, 2000, 171-182.
75. Les stipulations de constatation, RRJ- Droit prospectif, 2000, 489-513.
76. Les sources des déontologies en droit positif, Droit et déontologies professionnelles, (direction J.-L. Bergel), Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, 1997, 25-44.
77. Déontologies des professions judiciaires et juridiques, Droit et déontologies professionnelles, (direction J.-L. Bergel), Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, 1997, 113-150.
78. La responsabilité médicale, Revue de l'Acomen (Groupe d'action concertée en médecine nucléaire du sud de la France), 1997, 28-38.
79. Où est la déontologie des avocats?, Dialogues, Revue du Barreau de Lyon, janvier 1997, 2-5.
80. Essai sur les déontologies en droit positif, thèse, St Etienne, 1996.
81. Les nouveaux contentieux des professions de santé (en collaboration avec S. Julliot-Bernard), Droit social, 1996, n° spécial, Le plan Juppé II, 840-846.
82. A propos de la déontologie des avocats... Réaction à l'article de P. Milburn, L'honoraire de l'avocat au pénal : une économie de la relation professionnelle (Droit et Société n°26, 1994, p 175-196), Droit et société n°29, 1995, 183-187.